

TERMES DE RÉFÉRENCE

1. Information sur le poste

| | |
|------------------------------------|--|
| Bureau/Unité/Projet | GEF8 Programme cadre pour l'élaboration d'un plan national de financement de la biodiversité |
| Titre | Spécialiste du financement de la biodiversité |
| Niveau | Consultant national (contrat individuel) |
| Lieu d'affectation (ville et pays) | Haiti |
| Type (régulier ou à court terme) | court terme |
| Au bureau ou à domicile | Les deux |
| Date de début prévue | TBD/ /2025 |
| Durée prévue | 110 jours travaillés sur une période de 1.5 ans |
| Numéro de poste | TBD |

2. Description du bureau/de l'unité/du projet (*max 300 words*)

Le Programme des Nations Unies pour le développement est l'organisation chef de file pour le développement du savoir pour le développement durable dans le système des Nations Unies et catalyse l'action collective visant à réaliser les objectifs de développement durable (ODD). Le travail politique du PNUD réalisé au niveau du siège, des bureaux régionaux et des bureaux pays offre un éventail de connaissances locales approfondies, de perspectives mondiales et de plaidoyer. Dans ce contexte, le PNUD investit dans son réseau politique mondial (GPN), un réseau d'expertise technique mondiale et de terrain couvrant un large éventail de domaines de connaissances et soutenant les activités clés et les capacités organisationnelles envisagées dans le Plan stratégique du PNUD.

Le Plan stratégique 2022-2025 du PNUD souligne notre engagement continu à éradiquer la pauvreté, à accompagner les pays dans leur cheminement vers les ODD et à œuvrer en faveur de l'Accord de Paris. Dans le cadre du Réseau mondial des politiques du Bureau d'appui aux politiques et aux programmes, les pôles Nature, changement climatique, énergie et déchets (NCE&W) du PNUD promeuvent et mettent à l'échelle des approches intégrées de l'ensemble de la gouvernance et des solutions fondées sur la nature qui réduisent la pauvreté et les inégalités, renforcent les moyens de subsistance et la croissance inclusive, atténuent les conflits, les migrations forcées et les déplacements, et promeuvent des systèmes de gouvernance plus résilients qui font progresser les programmes de paix et de sécurité qui y sont liés.

Au cours des dernières décennies, les outils et les solutions de financement de la biodiversité ont démontré leur importance pour la réalisation des objectifs de biodiversité et des objectifs plus larges de développement durable. L'amélioration du choix, de la conception et de la mise en œuvre de solutions de financement efficaces et bien adaptées renforcera les chances des pays d'atteindre les objectifs nationaux et mondiaux en matière de biodiversité. Les plans de financement de la biodiversité sont de plus en plus reconnus comme un outil pertinent pour aider les pays à identifier et à combler le déficit de financement de la biodiversité, notamment grâce aux travaux de l'initiative de financement de la biodiversité www.biofin.org. En décembre 2022, les parties à la Convention sur la diversité biologique ont adopté le Cadre mondial pour la biodiversité de Montréal-Kunming. Ce cadre comprend de nombreux objectifs liés au financement. L'objectif 19 sur la mobilisation des ressources fait référence à la conception et à la mise en œuvre par les pays de plans nationaux de financement de la biodiversité.

Le FEM a créé un programme mondial pour aider les pays à élaborer un plan national de financement de la biodiversité. Un plan de financement de la biodiversité comprend une analyse systémique de l'économie d'un pays, notamment pour cartographier les mécanismes de financement existants, les subventions susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la nature, les facteurs de perte et de gain de biodiversité, les dépenses publiques et privées engagées pour atteindre les objectifs de biodiversité et les besoins financiers nationaux d'un pays en matière de biodiversité. Le plan de financement de la biodiversité lui-même consiste en une série d'actions visant à augmenter de manière significative le financement disponible, en les rendants plus durables ou à éliminer progressivement les flux financiers nuisibles et à améliorer l'efficacité des dépenses disponibles. Le programme permet un partage actif des expériences entre les pays et comprend une plateforme de partage des connaissances et la fourniture d'un soutien technique continu aux équipes nationales.

La mise en œuvre du projet en Haïti s'inscrit dans le cadre du programme-cadre du GEF8 pour l'élaboration du premier plan national de financement de la biodiversité. La mise en œuvre globale du projet sera dirigée par le chef de projet/expert financier principal avec le soutien d'une équipe technique et en coordination avec un directeur de projet du gouvernement et le comité de pilotage national.

Pour la mise en œuvre du programme-cadre GEF8-BFP au niveau national, le PNUD recrute une équipe nationale composée d'un expert financier principal (chef de projet), d'un assistant de projet, d'un expert en politique et d'un spécialiste du financement de la biodiversité.

Le spécialiste du financement de la biodiversité dirigera la production de l'examen des dépenses en matière de biodiversité, l'évaluation des besoins financiers et soutiendra le développement du plan de financement de la biodiversité.

3. Champ d'application

Le/la consultante sera placé-e sous la coordination du chef de l'Unité Résilience du bureau du PNUD en Haïti et travaillera sous la supervision directe de l'expert financier principal (chef de projet), le spécialiste du financement de la biodiversité ("le spécialiste") doit diriger la production de l'analyse des dépenses en matière de biodiversité (ADB), l'évaluation des besoins financiers (EBF) et soutenir le développement du plan de financement de la biodiversité (PFB) en suivant les conseils fournis par la dernière version du manuel BIOFIN et en s'appuyant sur des données détaillées.

Le spécialiste du financement de la biodiversité contribuera également, dans la mesure du possible, à tous les autres résultats nationaux, y compris l'examen des politiques et des institutions. Le spécialiste du financement de la biodiversité pourrait également contribuer à l'évaluation et au développement d'études de faisabilité détaillées pour les mécanismes de financement prioritaires dans le cadre du PFB et à la production d'un résumé pour les décideurs politiques. Le spécialiste devrait contribuer au retour d'information sur le cadre méthodologique BIOFIN.

Le spécialiste collectera, explorera et travaillera sur les données budgétaires nationales et sous-nationales et les dépenses en matière de biodiversité de différentes organisations, agences, ministères, ONG et acteurs du secteur privé pour la production du BER. Pour l'évaluation des besoins de financement (EBF), le consultant produira un calcul détaillé et réaliste des coûts des politiques et plans clés en matière de biodiversité - généralement axé sur la stratégie et le plan d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB).

Le spécialiste du financement de la biodiversité produira des projets et des analyses qui seront examinés et finalement validés par l'expert financier principal (chef de projet) et l'équipe mondiale de BIOFIN.

1.) Pour l'Analyse des Dépenses de la biodiversité (ADB)

Example of Duties:

- Réaliser une étude documentaire pour recenser les études/informations/bases de données existantes sur les dépenses en faveur de la biodiversité, y compris une vue d'ensemble des études antérieures sur les dépenses environnementales.
- Élaborer une proposition de définition nationale des "dépenses en faveur de la biodiversité", sur la base de la méthodologie BIOFIN ou d'autres méthodologies.
- Élaborer un plan de travail pour l'examen des dépenses en faveur de la biodiversité, qui sera discuté avec l'équipe nationale du programme PFB et le GPMTSU.
- Déterminer une liste cible d'organisations à inclure dans l'analyse sur la base des travaux de l'API.
- Recueillir des données pour l'étude documentaire afin de cartographier les études/informations/bases de données existantes sur les dépenses liées à la biodiversité, y compris une vue d'ensemble des examens antérieurs des dépenses liées à l'environnement.
- Établir, avec le soutien de l'expert financier principal (chef de projet) ou l'expert en Finance Durable, un système permettant de classer les dépenses liées à la biodiversité par catégories (objectifs du GBF, catégories BIOFIN, thèmes de la SPANB, etc.) et un système de coefficients/attribution permettant d'estimer la contribution des actions mixtes à la biodiversité.
- Recueillir des données auprès des organisations ciblées afin de procéder à l'examen des budgets et des dépenses. Suivre les méthodologies existantes pour l'orientation (y compris la cartographie des sources de financement, des subventions et des revenus basés sur la biodiversité, etc.)
- Développer des outils ou un outil Excel pour analyser les dépenses totales liées à la biodiversité filtrées par les principaux groupes stratégiques en utilisant la méthodologie existante (ou les catégories nationales telles que dans le SPANB).
- Coordonner la compilation des données pertinentes et assurer la liaison avec les ministères et partenaires concernés, le cas échéant, et remplir toutes les fiches de saisie de données BIOFIN pour l'ADB.
- Soutenir l'organisation de réunions de consultation bilatérales, d'entretiens et de discussions avec les parties prenantes au niveau national afin de définir et de valider l'attribution de l'importance de la biodiversité dans toutes les dépenses pertinentes.
- En appliquant les projections budgétaires et d'autres hypothèses, estimer le financement futur de base dans le cadre d'un scénario "Business-As-Usual" : une analyse du financement estimé projeté à l'avenir.
- Sur la base des meilleures pratiques internationales et de la méthodologie BIOFIN ou d'autres méthodologies, travailler en étroite collaboration avec l'expert Consultant en Finance Durable pour développer et mettre en œuvre une stratégie spécifique de collecte de données auprès du secteur privé et organiser des réunions de consultation spécifiques avec les parties prenantes du secteur privé (par exemple, chambre de commerce, multinationales) sur le suivi des dépenses liées à la biodiversité.
- Sur la base des résultats de la recherche, de l'analyse et de l'atelier de consultation nationale, élaborer, avec le soutien de l'expert en Finance Durable le projet d'examen des dépenses BIOFIN en faveur de la biodiversité, qui sera examiné par l'Unité de gestion globale du projet et de soutien technique (GPMTSU).
- Avec l'aide de l'expert en Finance Durable, élaborer la version finale de l'examen des dépenses liées à la biodiversité pour examen par la GPMTSU et la présenter lors de l'atelier de validation.

2.) pour l'Estimation des Besoins Financiers (EBF)

| | |
|--|--|
| <p><i>Example of Duties:</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> • Examiner les méthodologies disponibles, les exemples d'autres pays, le dernier SPANB et les rapports nationaux sur la biodiversité afin d'élaborer un plan de travail initial et les grandes lignes de l'évaluation des besoins en matière de biodiversité. • Consulter l'équipe de la SPANB et les entités gouvernementales responsables de la mise en œuvre de la SPANB afin d'obtenir des informations générales sur les activités et les processus de budgétisation du gouvernement. • Travailler avec l'expert financier principal (chef de projet) ou l'expert en Finance Durable pour examiner le champ d'application de la SPANB, son alignement avec d'autres politiques nationales, et identifier les domaines politiques et les activités qui ne sont pas couverts par la SPANB existante. • Examiner les activités énumérées dans la SPANB et d'autres documents stratégiques clés afin de déterminer si elles sont suffisamment détaillées et quantifiées pour que leurs budgets puissent être estimés en détail. Si ce n'est pas le cas, travailler avec les points focaux nationaux de la SPANB et les autres parties prenantes concernées pour définir clairement les actions de la SPANB afin qu'elles puissent être budgétisées. • Coordonner la compilation des données pertinentes et assurer la liaison avec les ministères et les partenaires concernés, le cas échéant, et organiser un atelier de consultation national pour définir les besoins financiers de tous les principaux programmes relatifs à la biodiversité. • Élaborer des calculs détaillés et compléter toutes les fiches de données relatives aux besoins financiers nationaux en matière de biodiversité. • Organiser un atelier pour valider les hypothèses et les modèles de coûts et affiner l'analyse en organisant des réunions supplémentaires si nécessaire. • soutenir la comparaison des résultats des projections futures de l'ADB avec l'EBF de manière aussi détaillée que les catégories le permettent et produire une estimation du déficit de financement. • Diriger l'élaboration (avec le soutien de l'équipe) d'un projet de rapport pour l'évaluation des besoins financiers en matière de biodiversité, qui sera discuté lors de l'atelier de validation et examiné par l'équipe nationale du projet et le GPMTSU. • Soutenir la production du rapport final de l'évaluation des besoins financiers en matière de biodiversité. |
| <p>3.) Pour le Plan de Financement de la Biodiversité (PFB)</p> | |
| <p><i>Example of Duties:</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'expert en Finance Durable dans la conception et la préparation du BFP. • Soutenir les analyses de faisabilité détaillée sur une série de mécanismes de financement en fonction des connaissances et de l'expérience. |
| <p>4.) Pour la diffusion et la communication du projet</p> | |
| <p><i>Example of Duties:</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'ateliers, de réunions, de mises en réseau et de présentations selon les besoins, afin de compléter l'examen des dépenses en matière de biodiversité, l'évaluation des besoins financiers et d'impliquer les parties prenantes. • Fournir des commentaires de fond et un retour d'information sur la manière d'améliorer les méthodologies existantes. |
| <p>5.) Pour la gestion des connaissances et l'établissement de rapports</p> | |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Documenter les décisions et les hypothèses prises lors de la réalisation de l'examen des dépenses en faveur de la biodiversité et de l'évaluation des besoins financiers en faveur de la biodiversité. • Documenter les enseignements tirés de la conduite du projet PFB, qu'il s'agisse de considérations institutionnelles ou de questions techniques. • Préparer des rapports et des études de cas, le cas échéant, pour les soumettre à des réunions mondiales (par exemple, la COP de la CDB). |
| <p>Responsabilités en matière de supervision et de gestion : Le spécialiste sera placé sous la supervision directe de l'expert financier principal (chef de projet).</p> | |

4. Arrangement institutionnel

Le spécialiste du financement de la biodiversité sera placé sous la supervision directe de l'expert financier principal (chef de projet).

Le PNUD a droit à la propriété intellectuelle et à d'autres droits de propriété sur tous les documents ayant un lien direct avec le projet.

5. Compétences

| Core | |
|--|--|
| Obtenir des résultats : | NIVEAU 3 : Fixer et aligner des objectifs ambitieux et réalisables pour plusieurs projets, avoir un impact durable |
| Penser de manière innovante : | NIVEAU 3 : Atténuer de manière proactive les risques potentiels, développer de nouvelles idées pour résoudre des problèmes complexes |
| Apprendre en permanence : | NIVEAU 3 : Créer et saisir les occasions d'élargir les horizons et de diversifier les expériences |
| S'adapter avec agilité : | NIVEAU 3 : Initier et promouvoir le changement de manière proactive, gérer de multiples demandes concurrentes |
| Agir avec détermination : | NIVEAU 3 : Penser au-delà des tâches/obstacles immédiats et prendre des mesures pour obtenir de meilleurs résultats |
| S'engager et établir des partenariats : | NIVEAU 3 : Sens politique, navigation dans un paysage complexe, promotion de la collaboration inter-agences |
| Favoriser la diversité et l'inclusion : | NIVEAU 3 : Apprécier les avantages d'une main-d'œuvre diversifiée et promouvoir l'inclusivité |

Compétences transversales et techniques (insérer jusqu'à 7 compétences)

| <i>Thematic Area</i> | <i>Name</i> | <i>Definition</i> |
|----------------------|--------------------------------------|---|
| 2030 Agenda | Nature, Climate and Energy | Ecosystems and biodiversity: Biodiversity Finance |
| Business Development | Knowledge Generation | Ability to research and turn information into useful knowledge, relevant for content, or responsive to a stated need |
| Business Development | Collective Intelligence Design | Ability to bringing together diverse groups of people, data, information or ideas, and technology to design services or solutions |
| Digital & Innovation | Data storytelling and communications | Skilled in building a narrative around a set of data and its accompanying visualizations to help convey the meaning of that data in a powerful and compelling fashion. |
| Digital & Innovation | Data Governance | Knowledge of data science, skills to develop data management tools, organize and maintain databases and operate data visualization technologies |
| Digital & Innovation | Data Collection | Being skilled in Data Sorting, Data Cleaning, Survey Administration, Presentation and Reporting including collection of Real-Time Data (e.g. mobile data, satellite data, sensor data). |
| Digital & Innovation | Data analysis | Ability to extract, analyse and visualize data (including Real-Time Data) to form meaningful |

| | | |
|--|--|---|
| | | insights and aid effective decision making |
|--|--|---|

6-Profil du consultant/te

Le/La consultant/te est doté(e) de compétences interdisciplinaires dans les domaines de l'environnement, finance, l'économie des ressources naturelles, Economie et développement durable, financement de la biodiversité, géographie, droit de l'environnement.

7- Qualification requise

| | |
|---|--|
| Exigences minimum en matière de formation | Diplôme supérieur (master ou plus+5ans experience) en finance, économie, gestion d'entreprise ou dans un domaine étroitement lié, de préférence avec un accent sur l'environnement ou la biodiversité. Ou licence dans le même domaine que ci-dessus avec 2 ans d'expérience additionnels. |
| Min. years of relevant work experience | 5 ans d'expérience (maîtrise) ou 7 ans d'expérience (licence), de préférence dans le domaine de la finance environnementale, de la finance publique, de la comptabilité, de l'économie, de la gestion ou dans un domaine connexe. |
| Minimum d'années d'expérience professionnelle pertinente | <ul style="list-style-type: none"> • Expérience avérée dans la collaboration avec des experts et des institutions internationales et nationales. • Connaissance avérée des principaux progiciels (MS Office) • Expérience avérée de la rédaction de rapports sur la rédaction de politiques liées à l'environnement et compétences en communication. • Aptitude avérée à préparer des publications, des rapports et des présentations. • Capacité à travailler avec une équipe multidisciplinaire et multiculturelle. • Une expérience en évaluation des coûts des actions, politiques ou programmes ; • Une expérience en examen des dépenses publiques et/ou privées • Une expérience en développement de plan d'investissement. • Une bonne connaissance du gouvernement et de la politique environnementale, des mécanismes financiers environnementaux est fortement souhaitée ; |
| Compétences souhaitées | <ul style="list-style-type: none"> • L'exposition aux questions environnementales ou à la biodiversité est souhaitable ; • Une expérience antérieure dans les examens des dépenses environnementales serait un atout ; • La familiarité avec le gouvernement est fortement souhaitée. • Une expérience antérieure dans les examens des besoins de financement dans le domaine de l'environnement ou de la biodiversité serait un grand atout. |
| Langue(s) requise(s) | <ul style="list-style-type: none"> • Français et créole haïtien • La connaissance de l'anglais est un atout important. |

8- Portée de la proposition de prix et calendrier des paiements

Les modalités de paiement du consultant sont les suivantes :

- i) Le montant du contrat est fixe indépendamment des changements dans les éléments de coût.
- ii) Le paiement sera payé à la réception des livrables comme suit.

| Activités/Livrables | Échéanciers (efforts estimés en jours) | Portée de la proposition de prix et calendrier des paiements |
|--|--|---|
| Un rapport de démarrage comprenant une proposition de méthodologie et un plan de travail détaillé suivi d'une réunion de démarrage 5 jours après la signature du contrat | 5 | 1 mois après le début du contrat et 20% après l'adoption du rapport de démarrage |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse des Depenses de la biodiversité (ADB) : Achèvement et approbation du projet de rapport, Achèvement de la stratégie d'engagement du secteur privé, réunions de consultation ciblées, fiches de données ADB et rapport d'atelier de consultation | 40 | 5 mois après le début du contrat et 25% après la présentation du rapport qui intègre les commentaires du PNUD et des parties prenantes |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Estimation des Besoins Financiers (EBF) : achèvement de l'étude documentaire, du plan de travail initial et du plan de rédaction et table des matières du rapport ; Achèvement de toutes les fiches de données et rapport de l'atelier de consultation nationale ; rapport avec recommandations et atelier de validation | 40 | 9 mois après le début du contrat et 25% après la présentation du rapport qui intègre les commentaires du PNUD et des parties prenantes |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de Financement de la Biodiversité (PFB) ▪ Contributions au rapport de synthèse du projet et au résumé à l'intention des décideurs politiques. | 25 | Soumission des drafts 15 mois après le début du contrat, et 18 mois reception des versions finales. Paiement final 30% après la présentation des rapports finaux qui intègrent les commentaires du PNUD et des parties prenantes |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports finaux validés contenant la réalisation des different activites et livrables prevues pour la mission. | | |
| TOTAL | 110 | 100% |

9- Les dossiers de candidature devront comprendre

- CV détaillé du candidat (e) prouvant au moins deux (2) mandats similaires ;
- Une proposition technique décrivant l'approche que le/la consultant(e) compte utiliser pour réaliser le travail ;
- Une proposition financière dûment signée ;
- Trois références (courriel, téléphone et adresse) ;
- Les évaluateurs du dossier au sein du PNUD peuvent demander (de manière ad hoc) tout autre document utile à la pré-évaluation de la pertinence de leur expérience, tel que des rapports, des présentations, des publications, des campagnes ou d'autres documents.

Les dossiers de candidature doivent être reçus avant la date limite sur le site Web du portail de l'emploi du PNUD. Seuls les candidats (es) présélectionnés (es) seront contactés (es).

10- Critères de sélection de la meilleure offre

Dès la publication de l'avis de marché, le/la consultant (e) individuel/le qualifié (e) est censé (e) soumettre les propositions techniques et financières. En conséquence ; Les dossiers seront évalués en fonction de l'analyse cumulative selon le scénario suivant :

- 1- Réceptif/conforme/acceptable, et
- 2- Avoir obtenu la note la plus élevée parmi un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés propres à la demande de soumissions. À cet égard, les poids respectifs des propositions sont les suivants :
 - Le poids des critères techniques est **de 70 %** ;
 - La pondération des critères financiers est **de 30 %**.

11- Confidentialité et intérêts de propriété

Le consultant ne doit pas, pendant la durée ou après la fin de la mission, divulguer des informations exclusives ou confidentielles relatives au service de conseil sans autorisation écrite préalable. Les droits de propriété sur tous les documents et pièces établis par les consultants dans le cadre de la mission deviennent et restent la propriété du PNUD.

12- Annexes to the TOR

- a) Liens vers tout document pertinent (non confidentiel) susceptible d'aider les candidats à mieux comprendre le contexte du bureau, de l'unité ou du projet.
- b) Organigramme de l'office/unité/projet indiquant la position de la fonction (à usage interne uniquement).

13- Approbation

Le présent mandat est approuvé par:

| | | |
|---|-----------|------|
| Préparé par : Yvio GEORGES Chef de projet | Signature | Date |
| Certifié par : Jean Ronald ALEXANDRE Chef Unité/Resilience ai | Signature | Date |
| Approuvé par : Sylvain MERLEN Représentant Résident Adjoint | Signature | Date |